



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**












---

**Maintenance des ascenseurs, élévateurs et monte-charges de l'Institut polytechnique de Grenoble**

---

**Institut polytechnique de Grenoble  
DAFA / Service Achats  
46 avenue Félix Viallet  
38031 GRENOBLE CEDEX 1**

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Maintenance des ascenseurs, élévateurs et monte-charges de l'Institut polytechnique de Grenoble
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Nombre de lots</b>	4
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot
	<b>Reconduction</b>	Avec
	<b>Prix</b>	Prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	5
1.1 - Objet du contrat.....	5
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
1.3 - Type d'accord-cadre.....	5
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	6
1.5 - Réalisation de prestations similaires .....	7
1.6 - Limitations au principe d'exclusivité .....	7
2 - Pièces contractuelles .....	8
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	8
4 - Durée et délais d'exécution.....	9
4.1 - Durée du contrat .....	9
4.2 - Délais d'exécution.....	9
5 - Prix.....	10
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	10
5.2 - Modalités de variation des prix.....	11
6 - Garanties Financières.....	11
7 - Avance.....	11
7.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	11
7.2 - Garanties financières de l'avance.....	12
8 - Modalités de règlement des comptes.....	12
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	12
8.2 - Présentation des demandes de paiement .....	12
8.3 - Délai global de paiement .....	13
8.4 - Paiement des cotraitants .....	13
8.5 - Paiement des sous-traitants .....	13
9 - Conditions d'exécution des prestations.....	13
9.1 - Obligation du titulaire .....	14
10 - Développement durable.....	14
11 - Constatation de l'exécution des prestations .....	14
11.1 - Vérifications .....	14
11.2 - Décision après vérification .....	15
12 - Garantie des prestations.....	15
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	15
14 - Pénalités .....	15
14.1 - Dispositions d'application .....	15
14.2 - Pénalités de retard .....	15
14.3 - Pénalités relatives au mauvais fonctionnement .....	17
14.4 - Pénalités relatives à la gestion des déchets .....	17
14.5 - Pénalités pour non-respect des engagements environnementaux .....	17
14.6 - Pénalités pour non-respect de la protection des données à caractère personnel .....	17
14.7 - Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité .....	17
14.8 - Pénalités relatives à la sous-traitance .....	17
14.9 - Pénalités pour indisponibilité dans les marchés de maintenance .....	17
14.10 - Pénalités pour travail dissimulé .....	18
15 - Assurances.....	18
16 - Modification du contrat .....	18
16.1 - Cession du marché .....	18

16.2 - Evolution réglementaires .....	18
16.3 - Clause de réexamen en cas de circonstances imprévisibles .....	19
17 - Clause de réexamen .....	19
18 - Résiliation du contrat.....	20
18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	20
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	20
19 - Règlement des litiges et langues .....	20
20 - Annexe RGPD .....	20
21 - Clauses complémentaires .....	21
21.1. Fournitures complémentaires.....	21
21.2. Equivalence des fournitures .....	22
21.3. Modifications affectant la représentation du titulaire : .....	22
22 - Dérogations .....	22

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
Maintenance des ascenseurs, élévateurs et monte-charges de l'Institut polytechnique de Grenoble

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :  
Grenoble et son agglomération et Valence

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 4 Lot(s) :

Lot(s)	Désignation
1	Site Viallet - Grenoble
2	Site Minatec - Grenoble
3	Site Campus - Saint-Martin-d'Hères
4	Site ESISAR - Valence

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

## 1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Le montant total des prestations pour la durée de l'accord-cadre est défini(e) comme suit :

Pour le lot n° 1 - Site Viallet

Période	Maximum HT
1	60 000,00 €
2	60 000,00 €
3	60 000,00 €
4	60 000,00 €
Total	240 000,00 €

Pour le lot n° 2 - Site Minatec

Période	Maximum HT
1	60 000,00 €
Total	60 000,00 €

Période	Maximum HT
2	60 000,00 €
3	60 000,00 €
4	60 000,00 €
Total	240 000,00 €

Pour le lot n° 3 - Site Campus - Saint-Martin-d'Hères

Période	Maximum HT
1	60 000,00 €
2	60 000,00 €
3	60 000,00 €
4	60 000,00 €
Total	240 000,00 €

Pour le lot n° 4 - Site ESISAR - Valence

Période	Maximum HT
1	15 000,00 €
2	15 000,00 €
3	15 000,00 €
4	15 000,00 €
Total	60 000,00 €

#### 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront émis au fur et à mesure des besoins de l'acheteur

##### **Émission des bons de commandes pour les prestations de maintenance préventive**

Les prestations de maintenance préventive (dépannage compris) rémunérées par application de prix unitaires et forfaitaires indiqués dans le bordereau des prix unitaires (annexe 4) pour chacun des lots feront l'objet de bons de commande annuels établis :

- à la notification de l'accord-cadre pour la 1re année ;
- à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre pour chacune des années de la période de reconduction.

##### **Émission des bons de commandes pour les prestations de maintenance corrective (pièces détachées listées au BPU)**

Les prestations complémentaires de maintenance corrective (pièces détachées) rémunérées par application de prix unitaires indiqués dans le bordereau des prix unitaires (annexe 5) pour chacun des lots feront l'objet de bons de commande établis au fur et à mesure des besoins de l'acheteur. Seuls les bons de commande datés et signés par un représentant habilité pourront être honorés par le titulaire (comportant les mentions modèle EXE2).

##### **Émission des bons de commande pour les prestations de maintenance corrective (pièces détachées non listées au BPU)**

Les pièces détachées non listées au bordereau des prix unitaires (BPU - annexe 5) font l'objet de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins de l'acheteur.

À la demande de l'acheteur, le titulaire transmet un devis estimatif portant sur la fourniture et, le cas échéant, la pose de la ou des pièces concernées. Ce devis précise le montant estimatif de la fourniture ainsi que, le cas échéant, le temps de main d'œuvre nécessaire, valorisé sur la base des prix figurant au BPU (annexe 5). Le devis transmis par le titulaire constitue une estimation préalable et ne vaut pas engagement définitif de prix.

Lorsque cela est compatible avec les délais d'intervention, et à la demande de l'acheteur, le titulaire transmet tout élément permettant de justifier le montant estimatif du devis, notamment un devis fournisseur ou tout document équivalent.

Le paiement des pièces détachées hors BPU est effectué sur la base d'un prix justifié. À ce titre, le titulaire transmet obligatoirement la facture d'achat de son fournisseur. Le prix facturé de la fourniture est déterminé par application du coefficient contractuel correspondant, tel que prévu au BPU (annexe 5), au prix d'achat réel de la pièce.

Le délai de présentation du devis est fixé à deux semaines à compter de la demande de l'acheteur, conformément à l'article 5.3 du CCTP.

Les délais d'exécution des prestations après émission du bon de commande sont définis à l'article 5.3 du CCTP

#### **Mentions devant figurer sur les bons de commande**

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

### **1.5 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

### **1.6 - Limitations au principe d'exclusivité**

L'acheteur dispose de la faculté de déroger au principe d'exclusivité du titulaire et pourra recourir à un ou plusieurs opérateurs de son choix pour l'exécution des prestations émanant des bons de commande dans les conditions suivantes :

- Si le titulaire informe expressément l'acheteur de son impossibilité à exécuter la prestation ou de livrer la fourniture demandée pour des raisons techniques, qualitatives ou de délai. Cette impossibilité ne doit pas amener le titulaire à se soustraire à ses engagements contractuels. En cas de répétition de tels refus sans fondement sérieux, l'acheteur se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché aux torts du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP ;

- Lorsque le titulaire n'intervient pas ou ne réalise pas la prestation dans les délais contractuels prévus au CCAP ou au CCTP
- En cas de non-remise du devis dans le délai de deux semaines prévu à l'article 5.3 du CCTP ;
- En cas de prix manifestement incohérent au regard des prix habituellement constatés sur le marché ou non conforme aux modalités contractuelles de formation des prix prévues au BPU ;
- En cas de désaccord persistant sur le montant d'un devis relatif à des prestations ou fournitures non prévues au BPU.

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes notamment l'annexe 4 « bordereau des prix unitaires - prestations de maintenance préventive (dépannage compris) » (BPU) pour chacun des lots, l'annexe 5 à l'acte d'engagement « bordereau des prix unitaires - prestations de maintenance corrective, incluant coefficients applicables aux pièces détachées hors BPU, pour tous les lots
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe RGPD
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes 1, 2 et 3
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- le cadre de réponse technique du titulaire pour chacun des lots.

Tous documents du titulaire (dont les conditions générales de vente) qui sont contraires aux dispositions prévues dans le cadre du marché sont réputées non écrites.

## 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité. Il reste responsable du respect de celles-ci.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

### Intervention d'une entreprise extérieure

Suivant la durée et le risque lié à l'intervention d'une entreprise extérieure (titulaire ou sous-traitant) dans les locaux de l'acheteur, un plan de prévention ou un protocole de sécurité, allégé ou complet, est requis. L'acheteur se met en relation avec le titulaire et ses éventuels sous-traitants, à la notification du marché ou de l'accord-cadre, pour la rédaction du document requis. Aucune intervention ne peut être réalisée avant la validation du plan de prévention ou du protocole de sécurité par les deux parties. Durant la durée totale du marché ou de l'accord-cadre, le plan de prévention est mis à jour tous les ans ou dès qu'il y a changement des intervenants (pour le titulaire et ses éventuels sous-traitants) ou changement d'activité (pour l'acheteur).

### Travailleur isolé

Le titulaire du marché et ses éventuels sous-traitants mettent en place une organisation du travail permettant de respecter la réglementation en vigueur concernant la situation de travailleur isolé.

### Obligation d'information

Le titulaire du marché et ses éventuels sous-traitants transmettent aux intervenants dans les locaux de l'acheteur les diverses consignes de sécurité générales et particulières à l'établissement qui lui ont été communiquées par le représentant de Grenoble INP - UGA. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des consignes de sécurité générales et particulières à l'établissement. Il reste responsable du respect de celles-ci. Le titulaire informe sans délai le représentant de Grenoble INP - UGA de toute anomalie susceptible de mettre en cause la sécurité de ses agents et de tout autre personne (étudiants,



enseignants, chercheurs, personnel administratif, visiteurs etc.).

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **4 - Durée et délais d'exécution**

### **4.1 - Durée du contrat**

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

La période initiale débutera à compter de la notification du marché, ou à compter de la date fixée dans le courrier de notification.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

### **Reconduction**

L'accord-cadre est reconduit tacitement pour une durée de 12 mois, dans la limite de 3 reconductions. La durée maximale du contrat est de 48 mois.

La reconduction pour une période complète de 12 mois est automatique si aucune décision écrite n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant l'échéance.

Toutefois, l'acheteur peut décider par écrit, au moins 2 mois avant l'échéance :

- soit de reconduire le contrat pour une durée inférieure à 12 mois (en précisant la durée retenue, ex : 6 mois) ;
- soit de ne pas reconduire le contrat.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction, quelle qu'en soit la durée. De même, la reconduction inférieure à 12 mois ainsi que l'absence de reconduction de l'accord-cadre ne donne pas droit à indemnité.

La reconduction de l'accord-cadre pourra être anticipée et ainsi intervenir avant la fin de la période lorsque le montant maximum de l'accord-cadre est atteint. La durée de la période de reconduction sera alors prise au prorata du temps restant sur la période précédente. La durée maximale du contrat reste toutes périodes confondues de 48 mois.

### **4.2 - Délais d'exécution**

#### **Prestations de maintenance préventive et de dépannage (cf 5.1 et 5.3 du CCTP)**

Les prestations de maintenance préventive et de dépannage feront l'objet de bons de commande annuels.

La nature et la fréquence des interventions sont précisées à l'article 5.2 du CCTP et dans ses annexes 1 et 2.

La durée d'approvisionnement des pièces de remplacement listées en annexe 2 au CCTP doit être telle que l'installation doit pouvoir être remise en service dans les 24 heures ouvrées qui suivent la demande d'intervention.

### **Prestations de maintenance corrective (pièces détachées listées au BPU)**

Les prestations de maintenance corrective feront l'objet de bons de commande établis au fur et à mesure des besoins de l'acheteur.

Les délais maximums d'exécution sont fixés à chaque bon de commande. Ces délais s'entendent hors période de fermeture de l'acheteur lorsqu'une intervention dans ses locaux est nécessaire à l'exécution des prestations.

Les délais de présentation de devis, d'intervention et de remise en service sont précisés à l'article 5.3 du CCTP.

### **Prestations de maintenance corrective (pièces détachées) hors BPU annexe 5**

Dans le cadre des prestations de maintenance corrective, les pièces non listées dans le BPU (annexe 5) feront l'objet de bons de commande établis au fur et à mesure des besoins de l'acheteur.

Les délais maximums d'exécution sont fixés à chaque bon de commande. Ces délais s'entendent hors période de fermeture de l'acheteur lorsqu'une intervention dans ses locaux est nécessaire à l'exécution des prestations.

Les délais de présentation de devis, d'intervention et de remise en service sont précisés à l'article 5.3 du CCTP.

## **5 - Prix**

### **5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

#### **Prestations de maintenance préventive et de dépannage**

Les prestations de maintenance préventive et de dépannage (article 5.1 et 5.2 du CCTP) sont réglées par l'application des prix unitaires et forfaitaires fixés dans le bordereau des prix unitaires, sur la base des bons de commande annuels.

En application de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison.

#### **Prestations de maintenance corrective (pièces détachées listées au BPU - annexe 5)**

Les prestations de maintenance corrective portant sur des pièces détachées listées au bordereau des prix unitaires (annexe 5) sont réglées par l'application des prix unitaires correspondants aux quantités réellement exécutées.

En application de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, y compris les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport résultant de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

#### **Prestations de maintenance corrective (pièces détachées hors BPU - annexe 5)**

Les prestations de maintenance corrective portant sur des pièces détachées non listées au bordereau des prix unitaires (annexe 5) sont réglées selon les modalités prévues à l'article 1.3.3 du présent CCAP, sur la base d'un prix justifié.

Le prix facturé est déterminé par application du coefficient contractuel prévu à l'annexe 5 au prix d'achat réel de la pièce, dûment justifié par la facture du fournisseur.

Le prix ainsi déterminé est réputé comprendre l'ensemble des charges fiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison. Aucune majoration complémentaire, notamment au titre de frais de gestion, de stockage ou de transport, ne peut être appliquée en sus.

Les frais de manutention et de transport résultant de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

## 5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du contrat d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$Cn = 0.0\% + 100.0\% (\text{ICHT-IME (n)} / \text{ICHT-IME (o)})$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) sur le site de l'INSEE, est le suivant :  
ICHT-IME Industries mécaniques et électriques

### Transmission

Le titulaire adresse sa demande de révision des prix et / ou sa demande d'ajustement des prix à l'acheteur au moins un mois avant la date effective de révision ou d'ajustement des prix. La demande doit être envoyée par courriel au responsable du suivi du marché / de l'accord-cadre : marches@grenoble-inp.fr et marches.patrimoine@grenoble-inp.fr

A l'appui de sa demande, le titulaire fournit les éléments de calcul de la formule de révision ou d'ajustement ainsi que les nouveaux tarifs en résultants. Il est procédé de même pour chaque période de reconduction.

Il joindra à sa demande le bordereau des prix modifié et indiquera la date d'entrée en vigueur de son tarif modifié. L'acheteur informera les titulaires de leurs éventuels désaccords sur les informations transmises, ou pourra demander un complément. Une non-réponse de la part de l'acheteur, vaudra acceptation des conditions indiquées.

### Arrondis

Après mise en œuvre de la formule, les prix ajustés sont arrondis, par excès ou par défaut, à la deuxième décimale :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale reste inchangée (arrondie par défaut).
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

## 6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### 7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Calcul de l'avance :

Si  $D \leq 12$ , alors  $A = P \times M$

Si  $D > 12$ , alors  $A = P \times (12 \times M / D)$

Où :

- D = durée du bon de commande (en mois)
- A = montant de l'avance
- P = pourcentage applicable
- M = montant du bon de commande

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde et débute à la première demande de paiement.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

## **7.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

# **8 - Modalités de règlement des comptes**

## **8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Le règlement sera effectué sur présentation d'une facture suivant les conditions suivantes :

**Prestations de maintenance préventive**

Païement trimestriel, à terme échu. Selon les dates de début et de fin de marché, la première et la dernière facturation pourraient ne pas correspondre à un trimestre complet.

**Prestations de maintenance corrective (pièces détachées)**

Les factures seront payées après service fait, 100 % à l'admission

## **8.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19381912500017
- Code service FACTURES1\_AVEC\_ENGAG

### **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **8.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **8.5 - Paiement des sous-traitants**

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, notamment ses articles R. 2193-10 et suivants, les demandes de paiement direct présentées par les sous-traitants agréés doivent impérativement être transmises via la plateforme Chorus Pro. Aucune transmission par voie électronique directe (courriel, messagerie ou tout autre moyen) auprès du titulaire, de l'acheteur public ou de ses représentants ne sera acceptée pour valoir dépôt officiel de la demande de paiement direct. Le sous-traitant doit procéder, sous sa responsabilité, au dépôt de sa demande de paiement sur la plateforme Chorus Pro, en sélectionnant le marché concerné et en renseignant toutes les informations nécessaires à son traitement, conformément aux prescriptions réglementaires en vigueur.

Le titulaire du marché reste informé par Chorus Pro des dépôts effectués par les sous-traitants. Il dispose alors du délai réglementaire prévu pour émettre ses observations ou refuser le paiement en motivant son refus sur la plateforme, à défaut de quoi le paiement est réputé accepté.

Toute demande transmise en dehors de cette procédure sera considérée comme irrégulière et ne produira aucun effet juridique à l'égard de l'acheteur public.

## **9 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

#### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Par complément à 3.1.2 du CCAG-FCS, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur ou par voie électronique, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première

consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur ou de la date d'envoi du courriel à l'issue de ce délai.

#### Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS (dérogation au délai).

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

### **9.1 - Obligation du titulaire**

#### **Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire**

Dès la notification du marché, le titulaire désigne la ou les personnes physiques habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché, conformément à l'article 3.4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services. Si des modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire surviennent en cours de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de le notifier sans délai à l'acheteur conformément à l'article 3.4.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

#### **Obligation de conseil**

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde relative aux prestations réalisées pour l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence pour s'exonérer de ses obligations contractuelles. Le titulaire est astreint, à un devoir de mise en garde sur tous les aspects techniques et organisationnels qu'il a à fournir. Cela concerne également les aspects normatifs et réglementaires. Le titulaire est appelé à être force de proposition.

#### **Obligation d'information**

Il appartient au titulaire de mettre en garde l'acheteur contre toute difficulté qu'il pourrait percevoir et d'assurer toutes les actions utiles à la bonne fin de sa mission. Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation. Le titulaire s'engage à rester à la disposition de l'acheteur pendant toute la durée de l'exécution du marché afin de répondre à toute question, par mail et téléphone.

#### **Ligne téléphonique non surtaxée**

Le titulaire s'engage à délivrer un numéro de téléphone non surtaxé permettant à l'acheteur de le joindre durant toute la durée du marché.

## **10 - Développement durable**

Les conditions d'exécution du marché comportent des exigences à caractère environnemental.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre, pendant toute la durée du marché, les actions décrites dans son cadre de réponse technique au titre du critère relatif à la performance en matière de réemploi et de réutilisation.

Ces engagements ont valeur contractuelle.

À la demande de l'acheteur, le titulaire transmet tout élément permettant de justifier la mise en œuvre effective des actions annoncées (traçabilité des déchets, filières mobilisées, partenaires, volumes traités, etc.).

## **11 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **11.1 - Vérifications**

#### **Prestations de maintenance préventive**

L'acheteur procède à la vérification quantitative et qualitative des prestations. La vérification a pour objet de contrôler que les prestations fournies correspondent aux prestations demandées. Si la quantité ou la qualité fournie n'est pas conforme, l'acheteur met en demeure le titulaire de compléter la prestation dans un délai de 15 jours ouvrés suivant le jour de réception de la demande de mesure corrective de l'acheteur par le titulaire.

#### **Prestations de maintenance correctives**

L'acheteur effectuera au moment même de la livraison, l'opération de vérification quantitative simple qui ne nécessite qu'un examen sommaire, ayant pour but de constater la conformité des matériels livrés avec les spécifications du marché. Des vérifications approfondies seront ensuite effectuées dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la date de mise en service effective des pièces (hors périodes de fermeture des locaux), conformément aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

### **11.2 - Décision après vérification**

#### **Prestations de maintenance préventive**

Par dérogation aux articles 28.2 et 30 du CCAG-FCS, les prestations sont admises tacitement si aucune décision contraire n'est prise dans un délai de quinze jours maximums à compter du premier jour de la période échue initiale ou reconduite. Avant ce délai, l'acheteur peut également prendre une décision d'ajournement, de rejet ou de réfaction. Toutefois, les alinéas 2 et 3 de l'article 30.3 du CCAG-FCS relatif à la réfaction ne s'appliquent pas au présent accord-cadre.

#### **Prestations de maintenance correctives**

A l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prendra sa décision d'admission, d'ajournement ou de rejet dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS. En l'absence de décision, les prestations sont réputées être admises 15 jours ouvrés à compter de la livraison et de la mise en service des pièces. Toutefois, les alinéas 2 et 3 de l'article 30.3 du CCAG-FCS relatif à la réfaction ne s'appliquent pas au présent accord-cadre.

## **12 - Garantie des prestations**

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

## **13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## **14 - Pénalités**

### **14.1 - Dispositions d'application**

Tout manquement du titulaire à ses obligations donne lieu à l'application de pénalités. Sauf indication contraire dans le présent document, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Les titulaires sont donc intégralement redevables de leurs obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Ils ne sauraient se considérer comme libérés de leurs obligations, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle. Les différents types de pénalités ne sont pas exclusifs les uns des autres et peuvent être cumulés. **Le montant cumulé de l'ensemble des pénalités appliquées au titre d'un même bon de commande ne peut excéder 20 % du montant hors taxes de ce bon de commande, sous réserve des plafonds spécifiques prévus aux articles suivants.**

### **14.2 - Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS 2021, le titulaire ne bénéficie d'aucune exonération liée à un seuil minimal de pénalités. Les pénalités sont applicables dès le premier euro. Le montant total des pénalités est plafonné à dix pour cent du montant hors taxes du bon de commande ou, le cas échéant, de la prestation concernée.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS 2021, le montant total des pénalités de retard appliquées au titre d'un même bon de commande ne peut excéder 15 % du montant hors taxes de ce bon de commande.

Référence CCTP	Manquement constaté	Pénalité
Art. 4.2	Dépassement du délai contractuel prévu pour la réalisation de l'étude de sécurité	50 € / jour calendaire de retard
Art. 4.2	Dépassement du délai contractuel prévu pour la transmission du rapport d'étude de sécurité	50 € / jour calendaire de retard
Art. 4.4	Dépassement du délai prévu pour la mise en place de l'affichage réglementaire des équipements	50 € / jour calendaire de retard
Art. 4.5	Dépassement du délai prévu pour la programmation et la mise en service du dispositif GSM	100 € / jour calendaire de retard
Art. 5.1.1	Dépassement du délai d'intervention suite à demande de dépannage (intervention urgente)	30 € / quart d'heure de retard
Art. 5.1.2	Dépassement du délai de remise en service sans fourniture de pièce	50 € / heure de retard
Art. 5.1.2	Dépassement du délai de remise en service avec fourniture de pièce	50 € / jour calendaire de retard
Art. 5.1.1 / 5.1.2	Absence d'affichage obligatoire lors d'une immobilisation	50 € par constat
Art. 5.1.2	Dépassement du délai d'intervention non urgente	50 € / quart d'heure de retard
Art. 5.2	Dépassement du délai contractuel pour la réalisation d'une visite de maintenance préventive	150 € / jour / appareil concerné
Art. 5.3	Dépassement du délai contractuel de transmission d'un devis	30 € / jour calendaire de retard
Art. 5.3 / 5.4	Dépassement du délai contractuel d'intervention suite à la transmission du bon de commande	100 € / jour calendaire de retard
Art. 5.4	Dépassement du délai prévu pour la remise de l'attestation ou du document de conformité	30 € / jour calendaire de retard
Art. 5.5.1	Absence d'assistance lors du contrôle technique réglementaire à la date fixée	200 € par absence constatée
Art. 5.5.2	Dépassement du délai de mise à jour ou de transmission du carnet d'entretien	50 € / jour calendaire de retard
Art. 5.5.3	Dépassement du délai de réalisation de la visite annuelle obligatoire	150 € / jour calendaire de retard
Art. 5.5.4	Dépassement du délai de transmission du rapport annuel d'activité	200 € / jour calendaire de retard
Art. 7.3	Absence du titulaire à une réunion annuelle programmée	200 € par réunion manquée
Art. 7.3	Dépassement du délai de transmission du compte rendu annuel	100 € / jour calendaire de retard
Art. 7.6	Absence d'affichage préalable obligatoire pour travaux	100 € par constat
Art. 8.2	Dépassement du taux de panne contractuel (par appareil et par an)	150 € par panne supplémentaire

Tout dépassement d'un délai contractuel prévu au CCAP ou au CCTP et non assorti d'une pénalité spécifique dans le tableau ci-dessus donnera lieu à l'application d'une pénalité de retard de 100 € par jour calendaire de retard.

#### **Modalités de computation des retards**

Les pénalités de retard sont appliquées selon l'unité de temps expressément prévue dans le tableau des pénalités (quart d'heure, heure, jour ouvré ou jour calendaire).

Lorsque la pénalité est exprimée en jours et qu'aucune précision n'est apportée, elle est calculée par jour ouvré de retard, à compter du premier jour ouvré suivant la date contractuelle d'exécution de la prestation concernée.



Le retard est apprécié jusqu'à la date effective d'exécution ou de régularisation de la prestation.

#### **14.3 - Pénalités relatives au mauvais fonctionnement**

Le nombre toléré de pannes relevé pour un ascenseur donné est au maximum de 5 (cinq) par année (hors vandalisme, y compris dans le sens de défaillance technique).

Si le nombre constaté de pannes dépasse le nombre contractuel ci-dessus, les pénalités sont calculées de la façon suivante :

- 150 € par panne supplémentaire et par ascenseur concerné entre 6 et 8 pannes,
- 180 € par panne supplémentaire et par ascenseur concerné entre 9 et 11 pannes,
- 220 € par panne supplémentaire et par ascenseur concerné à partir de 12 pannes.

#### **14.4 - Pénalités relatives à la gestion des déchets**

En cas d'absence de transmission, suite à la demande de l'acheteur, des éléments attestant la traçabilité des déchets, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité de 200 € HT.

#### **14.5 - Pénalités pour non-respect des engagements environnementaux**

En cas de non-respect constaté des engagements environnementaux contractuels décrits au cadre de réponse technique, et après mise en demeure restée sans effet dans un délai de 15 jours ouvrés, une pénalité forfaitaire de 200 € HT par manquement pourra être appliquée.

#### **14.6 - Pénalités pour non-respect de la protection des données à caractère personnel**

En cas de méconnaissance de la réglementation applicable en matière de respect de la protection des données à caractère personnel et/ou des stipulations de l'accord-cadre relatives à la protection des données à caractère personnel, le titulaire encourt une pénalité de 500 € HT.

#### **14.7 - Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité**

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité prévues au présent accord-cadre, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- Pour non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- Pour non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

#### **14.8 - Pénalités relatives à la sous-traitance**

Conformément à l'article 3.6.3 du CCAG-FCS, en cas d'absence de communication du contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants, dans un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt une pénalité égale à x du montant hors TVA du marché ou de la tranche concernée, éventuellement modifiés, ou, à défaut, du montant du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

#### **14.9 - Pénalités pour indisponibilité dans les marchés de maintenance**

Conformément à l'article 14.2 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de faire connaître à l'acheteur la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède les seuils fixés ci-dessous :

- huit heures ouvrées pour une maintenance sur le site ;
- quinze jours consécutifs pour une maintenance chez le titulaire.

Sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée dépasse les seuils susmentionnés, le titulaire est soumis à des pénalités calculés selon la formule suivante :

$P = (V * R) / 30$  dans laquelle :

P représente le montant de la pénalité ;

V représente la valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de la maintenance ;

R représente le nombre de jours de retard.

#### **14.10 - Pénalités pour travail dissimulé**

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur applique après mise en demeure préalable restée sans effet une pénalité correspondant à 10.0 % du montant TTC de la totalité du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **15 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **16 - Modification du contrat**

### **16.1 - Cession du marché**

Le titulaire ne peut céder ou transférer tout ou partie du marché (y compris dans le cas d'une fusion, apport partiel d'actifs, ou acquisition de sociétés ou toute opération similaire) sans le consentement préalable écrit à l'acheteur.

La demande doit être adressée à l'adresse suivante : [marches@grenoble-inp.fr](mailto:marches@grenoble-inp.fr).

De convention expresse, le changement de contrôle du titulaire est assimilé à une cession, et emporte les mêmes obligations et conséquences.

Dans tous les cas, toute modification affectant le titulaire est impérativement, et sans délai, portée à la connaissance de l'acheteur via l'adresse suivante : [marches@grenoble-inp.fr](mailto:marches@grenoble-inp.fr).

Le titulaire fournit, le cas échéant, les justificatifs appropriés mentionnant le changement.

### **16.2 - Evolution réglementaires**

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si, à la suite d'une évolution de la réglementation applicable, une modification des prestations s'avérerait nécessaire, les parties conviennent de se rapprocher pour étudier ensemble les modalités et conditions auxquelles ces modifications peuvent être prises en compte. En cas de modifications mineures, le titulaire s'engage à chercher à les réaliser sans supplément de prix.

Dans tous les cas et sous réserve qu'elles ne bouleversent pas l'économie générale du marché ou n'en modifient pas l'objet, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation donneront lieu à la signature d'un avenant par les parties contractantes, ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

### **16.3 - Clause de réexamen en cas de circonstances imprévisibles**

Conformément à l'article 25 du CCAG - Fournitures Courantes et Services en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

## **17 - Clause de réexamen**

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, les modifications suivantes pourront être apportées au présent accord-cadre :

- Élargissement et/ou d'une ou plusieurs reconfigurations du parc existant de l'Institut polytechnique de Grenoble, à l'occasion de l'intégration de bâtiments, de nouvelles composantes de formation, de nouvelles plateformes de formation et recherches ou de nouvelles composantes de recherche et laboratoires, ou de suppression de ces mêmes entités).

- Application de la clause de variation de prix, y compris la modification de l'indice de révision en cas de suppression de celui prévu initialement.

## 18 - Résiliation du contrat

### 18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 20 - Annexe RGPD

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci après « le règlement européen sur la protection des données »).

### Responsable de traitement

Nom et fonction : Vivien Quéma, administrateur général de INP-UGA

Adresse : 46 avenue Félix Viallet 38031 Grenoble Cedex 1 - France

#### **Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance**

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour assurer la sous-traitance d'un service en lien avec la fourniture suivante : Maintenance des ascenseurs, élévateurs et monte-charges de l'Institut polytechnique de Grenoble

Les opérations réalisées sur les données sont la collecte, la consultation, la modification, l'import/export, les copies temporaires, la sauvegarde, la restauration, la récupération et autres usages liés aux obligations de reporting au profit de l'Institut polytechnique de Grenoble.

La finalité du traitement est la fourniture et les prestations associées à Maintenance des ascenseurs, élévateurs et monte-charges de l'Institut polytechnique de Grenoble.

Pour l'exécution de la prestation, objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les coordonnées professionnelles des intervenants de l'Institut polytechnique de Grenoble.

#### **Durée du contrat**

La durée du contrat est définie au sein du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

#### **Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable du traitement**

Le sous-traitant s'engage à traiter les données uniquement pour la seule finalité qui fait l'objet de la sous-traitance et à garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat.

#### **Obligation de sécurisation des données**

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage notamment à :

- ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données traitées dans le cadre du présent marché ;
- prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées dans le cadre du présent marché ;
- mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données ;
- mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés ;
- mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données ;
- restituer l'intégralité des données exigées par l'Institut polytechnique de Grenoble puis détruire l'ensemble des données de l'Institut polytechnique de Grenoble détenues par le titulaire ou ses sous-traitants en fin de marché ;
- mettre à la disposition de l'Institut polytechnique de Grenoble les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par l'Institut polytechnique de Grenoble.

## **21 - Clauses complémentaires**

### **21.1. Fournitures complémentaires**

En application de l'article R 2122-4 du code de la commande publique, l'acheteur pourra recourir à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet des livraisons complémentaires exécutées par le titulaire du présent accord-cadre et qui sont destinées soit au renouvellement partiel de fournitures ou d'installations, soit à l'extension de fournitures et d'installation existante lorsque le changement de fournisseur exigerait l'acheteur à acquérir des fournitures ayant des caractéristiques différentes entraînant une incompatibilité ou des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées.

La durée d'un tel marché ne peut dépasser, sauf cas dûment justifié, trois ans, périodes de reconduction comprises.

## **21.2. Equivalence des fournitures**

Lorsque des références techniques ou désignations susceptibles d'identifier une marque, un modèle ou un fabricant sont mentionnées dans les pièces du marché, elles doivent être entendues comme accompagnées de la mention « ou équivalent ».

Le titulaire peut proposer toute pièce ou fourniture présentant des caractéristiques techniques et des performances au moins équivalentes à celles spécifiées.

Il appartient au titulaire d'en apporter la preuve par tout document utile. L'utilisation d'une pièce équivalente est subordonnée à l'accord préalable de l'acheteur.

## **21.3. Modifications affectant la représentation du titulaire :**

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG FCS, le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur (service concerné), avec en copie par mail à [marches@grenoble-inp.fr](mailto:marches@grenoble-inp.fr), les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- À toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Par ailleurs, tout changement de coordonnées bancaires en cours de marché doit systématiquement être notifié par mail (avant envoi des factures) à [marches@grenoble-inp.fr](mailto:marches@grenoble-inp.fr) en indiquant le N° du ou des marchés concernés sur un document à l'en-tête de la société.

## **22 - Dérogations**

- L'article 9 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.2 du CCAP déroge à l'article 14.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services